

# **Premier mai à Paris: l'Etat Macron-Castaner est un Etat policier, agresseur et menteur.**

Category: Droits - libertés

écrit par jmfouquer | 2 mai 2019

La démission de Castaner s'impose !

Le 1er Mai 2019 avait été précédé d'un déluge médiatique gouvernemental annonçant une horde de « black bloc » à Paris. La journée est maintenant suivie de mensonges du policier en chef Castaner, lorsqu'il annonce « une attaque » contre un hôpital, alors que les personnels hospitaliers présents ont surtout aperçu des manifestants en fuite. Castaner le menteur doit démissionner !

Dès le début de la manifestation, il s'est produit un véritable déluge lacrymogène et d'attaques policières contre les manifestant-es au sein des cortèges, provoquant une peur pour leur intégrité physique chez beaucoup de personnes pacifiques. Même les cortèges syndicaux (CGT, Solidaires) ont reçu des tirs de grenades montrant un pouvoir policier déchainé.

Il se confirme ainsi que l'Etat néolibéral est en même temps un Etat policier de plus en plus violent contre son peuple. De Sarkozy à Macron en passant par Hollande (loi travail 2016), les gouvernements ne peuvent faire admettre les atteintes aux droits sociaux, aux salaires et à la Sécurité sociale, aux services publics, aux libertés, à la justice. Alors ils utilisent la violence, la calomnie, la peur. Ils veulent empêcher le droit de manifester, de manière de plus en plus arbitraire, avec un arsenal de lois durcies chaque année.

Les « black bloc » ont bon dos. Leur vision individualiste de la lutte sociale n'a rien à voir avec une vraie émancipation collective. Mais cela ne saurait masquer un pouvoir politique

aux abois. Macron ne répond pas aux vraies questions. La démocratie, c'est aussi la révolte légitime contre un pouvoir autoritaire et méprisant contre le mouvement des gilets jaunes et toutes les exigences populaires. Dans beaucoup de villes, la convergence entre Gilets jaunes et syndicats s'est consolidé.

Les luttes collectives vont se développer, dès le 4 mai sur les ronds-points et le 9 mai dans l'unité pour défendre la fonction publique et les services publics.

Le 2 mai 2019.